

Acheteur Public  
*Office National des Combattants et des Victimes de Guerre*  
Hôtel National des Invalides  
129 rue de Grenelle - Escalier B  
CS 70780  
75700 PARIS CEDEX 07

## **MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE PAVILLONS, DRAPEAUX,  
ORIFLAMMES ET ACCESSOIRES AU PROFIT DE L'OFFICE  
NATIONAL DES COMBATTANTS ET VICTIMES DE  
GUERRE (ONaCVG)**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(C.C.A.P)**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Généralités .....</b>	<b>4</b>
1.1. <i>Caractéristiques principales du marché.....</i>	4
1.1.1. Objet du marché .....	4
1.1.2. Technique d'achat .....	4
1.1.3. Durée de l'accord-cadre .....	4
1.1.4. Mise en œuvre de l'accord-cadre.....	5
1.2. <i>Intervenants .....</i>	6
1.2.1. Acheteur .....	6
1.2.2. Titulaire .....	6
1.3. <i>Pièces constitutives du marché.....</i>	6
1.4. <i>Obligations générales d'exécution.....</i>	7
1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD.....	7
1.4.2. Assurances.....	7
1.4.3. Documentation à fournir en cours d'exécution.....	7
<b>Article 2 : Prix et règlement .....</b>	<b>8</b>
2.1. <i>Prix du marché .....</i>	8
2.1.1. Caractéristiques des prix.....	8
2.1.2. Contenu des prix.....	8
2.1.3. Variation des prix .....	8
2.2. <i>Modalités de règlement .....</i>	9
2.2.1. Avance.....	9
2.2.2. Garanties financières (le cas échéant).....	9
2.2.3. Répartition des paiements.....	9
2.2.4. Demande de paiement .....	9
2.2.5. Mode de règlement.....	10
<b>Article 3 : Délais – Pénalités.....</b>	<b>11</b>
3.1. <i>Délais.....</i>	11
3.1.1. Délais de livraison .....	11
3.1.2. Prolongation des délais.....	11
3.2. <i>Pénalités .....</i>	11
3.2.1. Pénalités pour retard.....	11
3.2.2. Autres pénalités .....	12
3.2.3. Recouvrement des pénalités .....	12
<b>Article 4 : Exécution des prestations .....</b>	<b>12</b>
4.1. <i>Clause environnementale .....</i>	12
4.2. <i>Conditions de livraison.....</i>	12
4.2.1. Livraison .....	12
3.1.1 <i>Lieux de livraison et contacts .....</i>	13
3.1.2 <i>Bon de livraison.....</i>	14
4.2.2. Emballages .....	14
4.3. <i>Modifications du contrat .....</i>	14
<b>Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations.....</b>	<b>15</b>
5.1. <i>Constatations.....</i>	15
5.1.1. Opérations de vérification .....	15
5.1.2. Décisions après vérification.....	15
5.2. <i>Transfert de propriété.....</i>	15
5.3. <i>Garantie.....</i>	15

<b>Article 6 : Résiliation .....</b>	<b>15</b>
6.1. Résiliation.....	15
6.2. Exécution aux frais et risques.....	15
<b>Article 7 : Différends.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 8 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. ....</b>	<b>16</b>

## Article 1 : Généralités

**Le présent marché est passé en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur à la date du lancement de la consultation afférente.**

### 1.1. Caractéristiques principales du marché

#### 1.1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la fourniture et livraison de pavillons, drapeaux, oriflammes et accessoires au profit de l'ONaCVG.

Il concerne :

- les pavillons français ;
- les pavillons étrangers simples (à bandes cousues) ;
- les pavillons étrangers complexes (avec motifs et/ou armoiries) ;
- les pavillons européens ;
- les drapeaux et oriflammes français.
- les accessoires.

#### 1.1.2. Technique d'achat

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, selon les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec les montants ci-dessous :

Montant minimum sur toute la durée du marché	Montant maximum sur toute la durée du marché
Sans minimum	300 000 € HT

Le montant maximum correspond à l'engagement du titulaire d'honorer les commandes passées par l'établissement à concurrence de ce montant.

#### 1.1.3. Durée de l'accord-cadre

##### 1.1.3.1. *Durée initiale*

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.

##### 1.1.3.2. *Reconduction*

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois une année, soit pour une durée maximale de 48 mois.

Sauf décision de non reconduction notifiée au titulaire **1 mois** avant l'échéance annuelle de l'accord-cadre, celui-ci sera reconduit tacitement dans les limites du nombre de reconductions maximum.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser sa reconduction.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité de l'accord-cadre court jusqu'au terme de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

#### *1.1.4. Mise en œuvre de l'accord-cadre*

##### *1.1.4.1. Modalités de communication*

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement au titulaire contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du C.C.A.G.-FCS,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

##### *1.1.4.2. Bons de commande*

L'accord-cadre est mis en œuvre par l'émission de bons de commande datés.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

**Les commandes pourront concerner les articles listés sur le BPU, mais également, de manière exceptionnelle, de nouveaux produits entrant dans le cadre du marché et figurant dans le catalogue du titulaire.**

Ces articles feront l'objet d'un devis préalable établi en référence au prix public du catalogue auquel sera appliqué le pourcentage de remise octroyé dans l'offre du titulaire.

Chaque bon de commande est transmis par e-mail avec accusé de réception.

Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception dans un délai de 24 heures, par tout moyen à sa convenance permettant d'attester une date certaine.

A cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse e-mail valide.

#### **La date d'envoi du bon de commande vaut notification.**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'acheteur.

Un bon de commande pourra être émis jusqu'au dernier jour de validité de la dernière période de l'accord-cadre. Toutefois, la dernière prestation ne pourra être exécutée que dans un délai maximum de 3 mois après la période de validité de l'accord-cadre.

## **1.2. Intervenants**

### *1.2.1. Acheteur*

Les coordonnées des interlocuteurs de l'ONaCVG seront communiquées au(x) titulaire(s) à la notification du marché.

### *1.2.2. Titulaire*

#### *1.2.2.1. Représentant du titulaire*

Par dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-F.C.S, le ou les personnes physiques habilitées à représenter le titulaire ont été désignées au mémoire justificatif de l'offre.

#### *1.2.2.2. Modification affectant le titulaire*

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation par les intervenants désignés dans le mémoire justificatif de l'offre.

Conformément à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-F.C.S., tout nouvel intervenant doit faire l'objet d'une approbation par la personne publique.

En cours d'exécution du marché, en cas de remplacement d'un intervenant, le titulaire doit proposer à l'ONaCVG un profil équivalant tant sur le plan de l'expérience que de la qualification. Le profil du nouvel intervenant doit être validé par l'ONaCVG avant toute intervention.

Par dérogation à l'article 3.4.3 C.C.A.G.-F.C.S, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de deux semaines courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de deux semaines pour proposer un autre remplaçant.

#### *1.2.2.3. Conditions relatives au groupement*

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire.

## **1.3. Pièces constitutives du marché**

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- le bordereau des prix unitaires ;
- le bordereau de remise (BR) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- l'offre du titulaire ;
- le catalogue accompagné des prix publics HT en vigueur à la date de la commande ;
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JO du 1er avril 2021 et entré en vigueur le 1er avril 2021.

## **1.4. Obligations générales d'exécution**

### *1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD*

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite "loi informatique et libertés") dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par le titulaire, pour le compte de l'acheteur, d'un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

### *1.4.2. Assurances*

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 15 jours compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire unique ou le mandataire et les membres du groupement doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### *1.4.3. Documentation à fournir en cours d'exécution*

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents le titulaire est passible des pénalités de retard prévues à l'article 3.2.1.1 infra.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

## **Documents fiscaux et sociaux :**

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,
- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

## **Liste nominative des salariés étrangers :**

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

## Article 2 : Prix et règlement

### 2.1. Prix du marché

#### 2.1.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du bordereau des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### 2.1.2. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des fournitures livrées dans les conditions prévues au cahier des charges.

#### 2.1.3. Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$ , rappelé à l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prix catalogues ne sont pas révisables. Les prix catalogues applicables sont ceux du catalogue en vigueur au moment de la commande.

Les taux de remise restent inchangés pendant toute la durée du marché.

Les prix des BPU du marché sont révisables avec seuil de déclenchement.

La révision se fera tous les ans à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre à compter de l'année  $N+1$ .

Le coefficient de révision des prix est obtenu par l'application de la formule suivante :

Lot concerné	Formule	Indices
Lot 1	$C = 0.125 + 0.875 \times [0.50 (A/A_0) + 0.50 (B/B_0)]$	A = indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – tous salariés – Industrie manufacturière (NAF rév. 2 section C) – Base 100 en décembre 2008 Identifiant INSEE : 001565185  B = indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 13.92 Articles textiles confectionnés, sauf habillement Identifiant INSEE : 010534083

A, B = valeur des indices retenus 3 mois avant le mois de révision,

$A_0$ ,  $B_0$  = valeur de ces mêmes indices au mois  $M_0$



Si la valeur définitive d'un indice ou index n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

Le coefficient est arrondi au 1/1000 supérieur.

**Seuil de déclenchement :** la variation de prix ne sera appliquée que si le pourcentage de révision est supérieur à 3 %/an.

**Tarifs promotionnels :** à tout moment durant l'exécution, le titulaire peut proposer des tarifs promotionnels conduisant à une baisse des prix.

Ces tarifs sont adressés au gestionnaire du marché et mentionnent la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés.

Ces tarifs sont intégrés à l'accord-cadre

## **2.2. Modalités de règlement**

### *2.2.1. Avance*

Il ne sera pas versé d'avance, le marché ne remplissant pas les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.

### *2.2.2. Garanties financières (le cas échéant)*

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### *2.2.3. Répartition des paiements*

#### *2.2.3.1. En cas de groupement*

Conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de groupement, le mandataire est, seul, habilité à présenter à l'acheteur les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est, seul, habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

### *2.2.4. Demande de paiement*

#### *2.2.4.1. Contenu de la demande de paiement*

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-F.C.S. et de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est obligatoirement :

**ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)**

Hôtel National des Invalides  
129 rue de Grenelle - Escalier B  
75700 PARIS CEDEX 07  
Courriel [sfact@onacvg.fr](mailto:sfact@onacvg.fr)

#### 2.2.4.2. *Calcul de la demande de paiement*

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

#### 2.2.4.3. *Remise de la demande de paiement*

La remise d'une demande de paiement intervient après la décision d'admission des prestations.

Les demandes de paiement sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** par la passerelle **CHORUS PRO** (article L. 2192-5 du code de la commande publique), en utilisant le cadre de facturation A1 et en renseignant le **code SIRET** de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **N° d'engagement (EJ)** fourni dans le bon de commande considéré.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A12, renseigne le code SIRET de l'ONaCVG et le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus, et complète également le numéro de SIRET du mandataire.

#### 2.2.4.4. *Acceptation de la demande de paiement*

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

L'acheteur arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

#### 2.2.4.5. *Paiement pour solde et règlements partiels définitifs*

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse à l'acheteur sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

### 2.2.5. Mode de règlement

#### 2.2.5.1. *Délai de paiement*

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

#### 2.2.5.2. *Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire*

Il est fait application des articles R. 2192-31 à D. 2192-36 du Code de la commande publique.

## **Article 3 : Délais – Pénalités**

### **3.1. Délais**

#### *3.1.1. Délais de livraison*

Le titulaire s'engage à livrer les articles, sur le site correspondant au secteur concerné, dans les délais qu'il aura précisés dans son offre, sans que ces derniers n'excèdent un délai maximum de 3 semaines calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire s'engage à émettre un devis pour les commandes hors BPU, dans un délai de 72 heures à compter de la date de réception de la demande.

#### *3.1.2. Prolongation des délais*

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **3.2. Pénalités**

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait de son paiement.

#### *3.2.1. Pénalités pour retard*

##### *3.2.1.1. Montant des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des délais contractuels de livraison précisés dans son offre, le titulaire encourt une pénalité de 30€ par jour de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, dès que le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de retard dans la remise de tout document prévu au marché ou information administrative (devis, transmission de nouveaux tarifs sur catalogue, assurance, pièces exigées par le code du travail, désignation des représentants, modification affectant le titulaire, etc.) une pénalité forfaitaire fixée à 20 € par jour de retard et par document ou information pourra être appliquée.

##### *3.2.1.2. Plafonnement des pénalités de retard*

Conformément à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

##### *3.2.1.3. Exonération des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité de retard.

##### *3.2.1.4. Condition d'application des pénalités de retard*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. l'acheteur peut appliquer les pénalités de retard sans préalablement inviter le titulaire à présenter ses observations.

### **3.2.2. Autres pénalités**

#### **3.2.2.1. *Pénalités pour non-respect des obligations environnementales***

En application de l'article 16.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect de ses obligations environnementales mentionnées dans son offre, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € par manquement.

#### **3.2.2.2. *En matière de lutte contre le travail dissimulé***

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **3.2.3. Recouvrement des pénalités**

Le montant des pénalités sera calculé et notifié au titulaire à l'issue du constat de chaque retard et/ou non-conformité.

Le recouvrement des pénalités sera effectué chaque année au 31 janvier par l'émission d'un titre de recette. La somme réclamée au titre de la période considérée correspondra donc au cumul de l'ensemble des pénalités appliquées durant celle-ci.

## **Article 4 : Exécution des prestations**

### **4.1. Clause environnementale**

Le titulaire est soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 16.2 du C.C.A.G.-F.C.S., dans les conditions précisées dans son mémoire technique.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 3.2.2.1 supra.

### **4.2. Conditions de livraison**

#### **4.2.1. Livraison**

La livraison est telle que définie à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

**Les articles doivent être livrés neufs.**

Le stockage, le conditionnement, le chargement, le transport et le déchargement sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire s'assurera de prévoir tous les moyens nécessaires au déchargement lorsque le poids des colis le justifiera.

A la réception de chaque bon de commande, le titulaire prend contact avec la personne désignée sur le site chargée de la réception (dont les coordonnées figurent à l'article 4.2.2 infra) pour planifier une date et un horaire de livraison.

En l'absence de prise de rendez-vous préalable, le titulaire ne peut se prévaloir de dommages ou d'indemnités pour une livraison non réceptionnée.

Les livraisons doivent s'effectuer du lundi au vendredi, de 8h à 11h30 et de 13h30 à 16h00, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

### 3.1.1 Lieux de livraison et contacts

Les livraisons s'effectuent sur les sites suivants :

Secteur	Adresse	Contact
<b>BRAY SUIPPES VERDUN</b>	Base PSGHLMN – Quartier Foch (Camp de Suippes) – 51600 SUIPPES	Stéphane JOCQUEL 06 88 38 63 48 <a href="mailto:stephane.jocquel@onacvg.fr">stephane.jocquel@onacvg.fr</a> Didier ANNEBIQUE 07 63 03 64 14 <a href="mailto:didier.annebique@onacvg.fr">didier.annebique@onacvg.fr</a>
	Base PSGHLMN – 7 allée Désandrouins – 55100 VERDUN	Stéphane JOCQUEL 06 88 38 63 48 <a href="mailto:stephane.jocquel@onacvg.fr">stephane.jocquel@onacvg.fr</a> Sophie RAFFA 03.29.86.02.96 <a href="mailto:sophie.raffa@onacvg.fr">sophie.raffa@onacvg.fr</a>
	Base PSGHLMN – Zone artisanale – Route d'Etinehem – 80340 BRAY SUR SOMME	Stéphane JOCQUEL 06 88 38 63 48 <a href="mailto:stephane.jocquel@onacvg.fr">stephane.jocquel@onacvg.fr</a>
	Base PSGHLMN - 30, rue de Gramont – Zone Artisanale Le Gramont – 60150 COUDUN	Corinne DEGLAVE 06 69 38 25 36 <a href="mailto:corinne.deglave@onacvg.fr">corinne.deglave@onacvg.fr</a>
<b>RAON COLMAR</b>	Base SERSG – Quartier Walter – 2, rue des Belges – 68000 COLMAR	Sébastien JACQUOT 06 88 38 63 58 <a href="mailto:sebastien.jacquot@onacvg.fr">sebastien.jacquot@onacvg.fr</a>
	Base SERSG – 101, avenue du général de Gaulle 88110 RAON L'ÉTAPE	
	Centre Européen du Résistant Déporté (ancien camp du Struthof) – Route Départementale 130 – 67130 NATZWILLER	Olivier KIBGÉ 03 88 47 44 53 <a href="mailto:Olivier.kibge@onacvg.fr">Olivier.kibge@onacvg.fr</a>
<b>BORDEAUX</b>	Nécropole Nationale de Chasseneuil – Rue du Mémorial – 16260 CHASSENEUIL SUR BONNIEURE	Julien RICHARD 06 71 54 84 59 <a href="mailto:julien.richard@onacvg.fr">julien.richard@onacvg.fr</a>
	Service départemental de l'ONaCVG Espace Rodesse – 105, rue Belleville CS 71497 - 33061 BORDEAUX CEDEX	Jim PONTY 06 43 63 25 45 <a href="mailto:jim.ponty@onacvg.fr">jim.ponty@onacvg.fr</a>
<b>TOULON/MARSEILLE</b>	Mémorial des Guerres en Indochine 862 Av. du Général d'armée Jean Calliès, 83600 FREJUS	Olivier QUINTIN 06 43 63 29 63 <a href="mailto:olivier.quintin@onacvg.fr">olivier.quintin@onacvg.fr</a>
<b>METZ SARREBOURG</b>	Nécropole Nationale de Metz Chambièrre – 25 Rue des 2 Cimetières – 57000 METZ	Alain REIMEL 06 69 94 61 98 <a href="mailto:alain.reimel@onacvg.fr">alain.reimel@onacvg.fr</a>
<b>TOURS</b>	SERSG – 53 rue Lavoisier – 37000 TOURS	Jacky AUBER LAOU-HAP 06 64 63 74 92 <a href="mailto:jacky.auber-laou-hap@onacvg.fr">jacky.auber-laou-hap@onacvg.fr</a>
	Cimetière militaire Polonais – RD 131 – Route d'Urville – 14190 GRAINVILLE-LANGANNERIE	Contact agents : 06 22 21 72 48
<b>VILLEURBANNE</b>	Nécropole Nationale « La Doua » – Allée du Frère Benoît 69100 VILLEURBANNE	Valérie GENILLIER 06 08 77 25 79 <a href="mailto:dersg.lyon.onacvg@gmail.com">dersg.lyon.onacvg@gmail.com</a>
<b>HAUT LIEUX DE MEMOIRE LA MÉMOIRE NATIONALE EN ILE DE FRANCE</b>	Mémorial du Mont-Valérien 1 avenue du professeur Léon Bernard 92150 SURESNES	Jean Baptiste ROMAIN 06 64 44 06 72 <a href="mailto:jean-baptiste.romain@onacvg.fr">jean-baptiste.romain@onacvg.fr</a> Nelly TESSIER 06 40 95 56 72 <a href="mailto:nelly.tessier@onacvg.fff">nelly.tessier@onacvg.fff</a>

### **3.1.2 Bon de livraison**

A chaque livraison, un « bon de livraison » est délivré faisant mention notamment des renseignements suivants :

- la date de livraison,
- la référence du marché,
- le numéro du bon de commande,
- le site concerné,
- la désignation de l'article et sa dimension,
- le nombre d'articles livrés.

Le « bon de livraison » est établi en double exemplaire, signé par le titulaire ou son représentant et par le destinataire de la commande, dont un exemplaire lui sera remis.

### **4.2.2 Emballages**

Par dérogation à l'article 20.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur conserve les emballages à l'issue de la livraison.

La qualité écologique des emballages doit être conforme à celle présentée par le titulaire dans son mémoire technique.

## **4.3. Modifications du contrat**

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S. pour :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,
- en cas de circonstances exceptionnelles.

Notamment, en cas de disparition d'un produit listé au BPU/BR, le titulaire est dans l'obligation de proposer à l'ONaCVG un produit équivalent, tant en terme technique que de prix.

Dès qu'il en a connaissance, le titulaire avise par écrit l'ONaCVG de la prochaine disparition du produit concerné et lui propose son remplacement par un produit équivalent en joignant la fiche produit ou ses caractéristiques techniques ainsi que son prix.

Dès son acceptation par l'ONaCVG, cette substitution sera constatée par l'émission d'un certificat administratif dont copie sera transmise au titulaire.

## **Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations**

### **5.1. Constatations**

#### ***5.1.1. Opérations de vérification***

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable du site ou son représentant, au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S., l'acheteur se charge des vérifications sans en aviser le titulaire du marché.

#### ***5.1.2. Décisions après vérification***

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **5.2. Transfert de propriété**

Il sera fait application de l'article 31 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **5.3. Garantie**

La garantie débute à la date de notification de la décision d'admission de la fourniture.

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S., la durée de garantie minimale est d'un an.

La garantie sera exécutée dans les conditions et les délais proposés par le titulaire dans son mémoire technique.

## **Article 6 : Résiliation**

### **6.1. Résiliation**

Les stipulations des articles 38 à 44 du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables à l'accord-cadre.

### **6.2. Exécution aux frais et risques**

L'acheteur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

Dans le cas d'une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du C.C.A.G.-F.C.S., la notification du décompte de résiliation par l'acheteur sera faite au plus tard deux (2) mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

## **Article 7 : Différends**

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

## Article 8 : Dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auquel il est dérogé	Objet de la dérogation
1.1.4.2	3.7.2	Délai de notification d'observations sur un B. C.
1.2.2.1	3.4.1	Représentant du titulaire
1.2.2.2	3.4.3	Modification affectant le titulaire
1.3	4.1	Pièces constitutives du marché
2.1.3	10.2.4	Définition du mois $M_0$ dans le cas d'une révision
3.2.1.3	14.1.3	Exonération de pénalités de retard
3.2.1.4	14.1.1	Modalité de calcul des pénalités de retard
4.2.2	20.2.2	Traitement des emballages issus des prestations
5.1.1	27.3	Modalités de mise en œuvre des opérations de vérification
6.2	43.5	Notification du décompte de résiliation en cas d'exécution aux frais et risques